

Ce n'est pas ça la souveraineté nationale !

Madame LA PEN nous rebat les oreilles avec l'indépendance de la France qui se récupérerait grâce aux frontières matériellement rétablies et au droit d'entrer sur le territoire avec des bons vieux passeports et des laissez-passer dûment visés par de nouvelles *Kommandentüren*. Voilà-t-il pas que son futur Premier Ministre DUPONT-AIGNAN vient lui donner un coup de main pour que son souverainisme paraisse un peu plus crédible ! Pas sûr qu'il y réussisse.

En effet, la souveraineté nationale est d'abord la souveraineté du peuple assemblé. Que dit, qu'a dit ce peuple en 2005 ? Qu'il ne voulait pas du traité constitutionnel européen.

Le NON qu'il a majoritairement prononcé a été bafoué par l'inscription de ce traité dans la *Constitution* de la République sous le nom de traité de Lisbonne.

Or, que dit ce traité sous ses première et seconde dénominations ? Que l'Union Européenne et ses états-membres adhèrent à la loi du marché comme constitutive de tout contrat social ! Que le capitalisme est le salut de la civilisation dont l'Union Européenne est une des plus belles expressions !

Les Français refusent que le contrat social soit fondé sur les seuls mécanismes du libéralisme économique. En 2005, ils en avaient déjà connu les effets néfastes qui conduisent à la « fracture sociale », au chômage endémique et à la paupérisation des classes laborieuses et intermédiaires ; depuis ça ne c'est pas arrangé ! Et, de surcroît, les « crises » du capitalisme sont payées par les salariés et les travailleurs indépendants au bénéfice des grands groupes financiers et des banques renfloués avec l'argent de l'Etat. Ces profiteurs prônent alors, avec encore plus de morgue et de cynisme, l'austérité pour les travailleurs et le remboursement de dettes aux montants insensés.

Ce n'est pas en décrétant qu'on ne fera plus ses courses en euros qu'on redonne aux citoyens leur souveraineté de Nation dont ils sont spoliés depuis 2005, ni en prétendant renégocier les traités, ni même en refaisant un referendum pour déboucher sur un Fr-exit !

Le referendum, il est fait, sinon acté, depuis 2005 !

Il est donc urgent de purger la *Constitution* de la République, adoptée par les Français, des textes qui la défigurent et qui y sont inscrits malgré le refus formel des citoyens. Alors, les responsables politiques appliqueront la *Constitution* qui donne à la représentation nationale le soin de gérer les finances publiques au mieux de l'intérêt général. Elle le fera par des lois de finances qui exigeront ou non le changement de la monnaie ; cela n'est pas prioritaire. Ce qui l'est, c'est le retour au texte constitutionnel voulu par les citoyens français et son application. A cette seule condition la souveraineté nationale sera retrouvée.

L'Union Européenne s'en accommodera comme elle voudra ...

Ce qui compte, c'est que les Français aient de nouveau en main la souveraineté que 1789 leur a donnée et dont 2005 les a privés.

Les mandats du SNCA e.i.L. Convergence sont ceux-là. En effet, comment défendre les missions de l'Ecole de la République quand la République est amputée de la souveraineté nationale, qu'elle est interdite de définir avec les citoyens le contrat social qui sert le bien commun, qu'elle est privée de la gestion libre de son budget ?

Ce n'est pas parce que Madame LA PEN et Monsieur DUPONT-AIGNAN refusent de dire clairement ce qu'est la souveraineté nationale et par quels moyens simples elle peut être restituée aux Français que la chose est impossible.

Mais les combinettes politicardes n'ont que faire des explications claires et des décisions simples !